

Le ministre de l'Expansion industrielle régionale disait ce matin qu'il voulait s'ouvrir au monde résolument. C'est un euphémisme pour dire que nous ferons le mort. Qui veut relever résolument de nouveaux défis? Les libéraux. Qui avait présenté des mesures législatives permettant d'accueillir les investissements étrangers, mais aussi de protéger l'industrie canadienne, pour maximiser les avantages pour notre pays? Il fallait de la détermination. Ce n'est pas nécessaire lorsque l'on fait le mort. Ce n'est pas se montrer résolu que de rester là sans rien dire, comme le font 200 députés conservateurs. Je suis certain que les électeurs de leurs circonscriptions, dont les entreprises seront absorbées en raison de l'absence de politique de contrôle des investissements étrangers, rappelleront aux députés conservateurs les promesses qu'ils avaient faites dans des circonscriptions comme Simcoe-Nord et d'autres, des promesses qui portaient sur la nécessité de protéger nos entreprises et laissaient entendre qu'un gouvernement conservateur n'aurait jamais approuvé la prise de contrôle de Black & Decker.

Que s'est-il passé? Qu'est-ce qui a bien pu amener les députés conservateurs à se convertir si soudainement? Qu'est-ce qui a bien pu les convaincre d'organiser des cérémonies comme celle qui a eu lieu à Québec et dont les contribuables canadiens ont évidemment assumé les frais? En chantant ensemble une vieille mélodie irlandaise, le président des États-Unis et notre premier ministre (M. Mulroney) ont inauguré une nouvelle ère d'amitié entre nos deux pays. Les moteurs de l'avion qui avait ramené le président des États-Unis à Washington n'étaient pas encore refroidis que celui-ci frappait d'un droit compensateur les produits de porc de notre pays, denrée agricole d'une importance vitale pour ma circonscription. Cette décision a entraîné une baisse du prix du porc d'environ 12c. la livre. Les agriculteurs sont aux prises avec de graves problèmes financiers. Le premier ministre a déclaré qu'il n'avait, pour atteindre le président des États-Unis, qu'à composer son numéro de téléphone et qu'il ne manquerait pas de prendre rendez-vous avec lui pour discuter de problèmes comme celui-là. Quand le premier ministre a-t-il appelé le président à ce sujet? Pourquoi le premier ministre ne téléphone-t-il pas à Ronnie pour lui dire que nos denrées agricoles ont besoin de protection? Il ne l'a pas encore fait.

En terminant, je tiens à dire que j'appuie sans réserve la motion qu'a présentée mon collègue le député de Winnipeg-Fort Garry.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, je vous prie. Avant de signaler qu'il est 13 heures, j'inviterais la Chambre à réfléchir aux propos du député et à préparer des questions et commentaires à son intention, pour le cas où le député serait à son fauteuil au moment où nous reprendrons cet après-midi l'examen des ordres inscrits au nom du gouvernement.

Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures cet après-midi.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

Article 21 du Règlement

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LE LOGEMENT

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES—LA SITUATION AU QUÉBEC

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, il y a deux semaines, nous apprenions que le Québec subissait une coupure injuste de 17 millions de dollars dans le cadre du programme de rénovation de logements, comparativement à seulement 2 millions de dollars pour l'Ontario.

Maintenant, le ministre nous apprenait que l'Ontario avait obtenu 22 millions de dollars dans le cadre du programme de construction de logements locatifs, alors que le Québec n'avait obtenu aucune somme d'argent.

Monsieur le Président, à mon avis, tous les députés de la Chambre devraient faire pression auprès du ministre responsable de la SCHL pour que ce gouvernement réponde aux demandes des centaines de maires des municipalités du Québec qui désirent avoir des budgets supplémentaires d'au moins 10 millions de dollars, non seulement pour améliorer la qualité des logements, mais aussi pour obtenir et maintenir la création d'emplois dans l'industrie de la construction.

Monsieur le Président, au Québec, il y a présentement plus de 720,000 bénéficiaires de l'assistance sociale. Les coupures injustes et unilatérales effectuées par ce ministre au montant de 17 millions de dollars font perdre la possibilité de restaurer 4,600 unités et 1,300 emplois au Québec. A mon avis, tous les députés de la Chambre devraient être unanimes pour demander au ministre des Finances (M. Wilson) et au très honorable premier ministre (M. Mulroney) de corriger cette injustice à l'endroit des Québécois.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

LA BANDE DE LAC LA HACHE—ON S'OPPOSE À L'EXPLOITATION D'UNE MINE D'URANIUM

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, je prends la parole pour appuyer les efforts de la bande indienne de Lac La Hache visant à empêcher Eldorado Nucléaire Limitée de continuer à exploiter la mine d'uranium sous le lac Wollaston, en Saskatchewan. Je le fais pour trois raisons.

Premièrement, il y a la question du droit des autochtones du Nord de s'opposer à ce qu'on exploite ainsi leur territoire contre leur gré. Deuxièmement, il y a la question de la dégradation de l'environnement. Nous ne devrions pas exploiter des mines d'uranium, car elles produisent des déchets radioactifs en quantité telle que les générations futures vont faire face à un problème. Enfin, cette exploitation fait partie de tout le cycle des combustibles nucléaires. Comme Canadiens, nous devrions refuser carrément de participer à ce cycle pour la production d'énergie ou d'armes nucléaires.

J'ai demandé une enquête publique sur tout le cycle des combustibles nucléaires. Il a déplu aux Canadiens que les libéraux leur imposent un avenir nucléaire. Il fut un temps où les conservateurs semblaient partager cette aversion, mais aujourd'hui la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources